

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

LIGNES DIRECTRICES CONCERNANT LES ENQUÊTES PÉNALES SUR DES ATTEINTES AUX DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE : EXEMPLE ITALIEN

Contribution établie par *M. Marco Musumeci, spécialiste de la gestion de programme,*
*Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)*¹

RÉSUMÉ

La présente contribution concerne les résultats d'un projet mené par l'Office des brevets et des marques d'Italie et mis en œuvre par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice. Ce projet visait essentiellement à proposer des outils pratiques aux fonctionnaires chargés de l'application des lois qui enquêtent sur des délits en matière de propriété intellectuelle en Italie, notamment en fournissant des informations sur des techniques, des stratégies et des outils susceptibles d'être employés pour enquêter sur des délits en matière de droits de propriété industrielle. Ces outils ont ensuite été repris pour établir des lignes directrices sur des enquêtes concernant les ventes en ligne et hors ligne de produits portant atteinte à la propriété intellectuelle. Les lignes directrices couvrent plusieurs sujets selon l'étape de l'enquête, en particulier l'examen des transactions financières, y compris celles qui se déroulent en cryptomonnaies, les méthodes de livraison et les ventes effectuées par des réseaux sociaux, des sites Web et des plateformes de commerce électronique. Elles ont été entièrement adaptées au cadre juridique et procédural de l'Italie et comportent des orientations sur les procédures et les obligations auxquelles les enquêteurs doivent se conformer lorsqu'ils emploient certaines techniques d'enquête ou qu'ils établissent une coopération avec des acteurs du secteur privé à des fins d'enquête. On trouvera également dans la présente contribution des explications sur la manière de reproduire le projet dans d'autres pays.

¹ Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. APERÇU GÉNÉRAL

1. Au cours d'une période de 18 mois allant de juillet 2024 à décembre 2025, l'Office des brevets et des marques d'Italie, qui relève de la Direction générale de la propriété industrielle au sein du Ministère des entreprises et de la production en Italie (MIMIT), a mené un projet visant à promouvoir l'application systématique en Italie de bonnes pratiques dans le domaine des enquêtes sur les délits de propriété intellectuelle, notamment dans les cas où la composante technologique jouait un rôle déterminant à la fois dans le délit et dans l'application des lois.

2. Ce projet s'inspirait du Manuel sur les atteintes aux droits de propriété intellectuelle créé par l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle et rédigé par l'UNICRI dans le cadre de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT) au cours de l'exercice biennal 2022-2023.

3. Pour garantir une démarche pratique, les activités du projet étaient principalement destinées à fournir des outils à l'intention des fonctionnaires chargés de l'application des lois; ces outils se composaient de différents ensembles de lignes directrices en matière d'enquête. Ces lignes directrices ont pour but d'aider les enquêteurs en décrivant la manière d'employer de manière concrète de bonnes pratiques en matière d'enquête sur les délits de propriété intellectuelle. Elles proposent des stratégies et des techniques d'enquête dans les domaines financier, numérique et physique et rappellent les procédures pénales et les obligations juridiques à respecter lorsque ces techniques sont employées.

4. Elles concernent principalement les droits de propriété industrielle et ont été établies avec l'aide d'un groupe d'experts composé de représentants d'organismes chargés de l'application des lois qui interviennent en Italie et dans le cadre du MIMIT. Chaque ensemble de lignes directrices concerne une méthode criminelle particulière et contient des orientations sur la manière d'organiser et de mener une enquête. En matière d'emploi des technologies à bon ou mauvais escient, chaque ensemble de lignes directrices contient des informations qui peuvent être facilement exploitées par les fonctionnaires chargés de l'application des lois et le personnel judiciaire. Ces informations décrivent le détournement de technologies par des personnes commettant des délits de propriété intellectuelle et les techniques d'enquête correspondantes, certaines de ces techniques pouvant elles-mêmes reposer sur l'emploi de technologies.

5. Cinq ensembles de lignes directrices ont été créés au total; trois d'entre eux portent sur l'utilisation de l'Internet en vue de commettre des délits de propriété intellectuelle (atteintes en ligne), et les deux autres concernent les ventes effectuées par l'intermédiaire de grossistes et de détaillants (atteintes hors ligne). Les lignes directrices relatives aux atteintes hors ligne contiennent néanmoins aussi une composante de pratiques en ligne car les mêmes acteurs pourraient vendre les produits par l'Internet. Toutefois, dans ces cas particuliers le texte contient surtout des renvois aux lignes directrices concernant les pratiques en ligne, que les fonctionnaires chargés de l'application des lois sont priés de consulter. Chaque ensemble de lignes directrices a été rédigé en deux versions, l'une étant destinée aux fonctionnaires chargés de l'application des lois et l'autre aux procureurs. Les lignes directrices sont complétées par 10 documents contenant des informations approfondies sur des sujets particuliers à l'intention des personnes qui souhaitent comprendre de manière plus détaillée certaines techniques d'enquête spécifiques.

II. CRÉATION ET LANCEMENT DES LIGNES DIRECTRICES

6. Le succès du projet a surtout reposé sur la création d'un groupe d'experts chargé de faciliter le partage de compétences. Ce groupe a contribué dans une large mesure à mener à bien les activités du projet en s'assurant que les lignes directrices établies par l'UNICRI répondaient aux difficultés auxquelles les enquêteurs étaient confrontés au quotidien, et qu'elles fournissaient des informations sur certains concepts fondamentaux comme la

possibilité d'employer certaines techniques d'enquête en Italie, le recensement des techniques nécessitant une autorisation judiciaire et la manière d'obtenir celle-ci.

7. Outre des fonctionnaires du MIMIT, le groupe d'experts comptait des représentants des organismes d'application des lois suivants : l'Organisation des douanes italienne; les Carabinieri (qui relèvent de la police militaire); la Guardia di Finanza (un organisme chargé de l'application des lois qui relève du Ministère de l'économie et des finances); la police italienne chargée de la Poste et de la cybersécurité; le Service d'analyse de la criminalité au sein du Ministère de l'intérieur; et les polices municipales de Milan et de Venise.

A. CONTENU DES LIGNES DIRECTRICES

8. Les lignes directrices contiennent des conseils pratiques à l'intention des organismes d'application des lois sur la manière d'ouvrir et de mener des enquêtes dans des affaires de vente de produits de contrefaçon sur l'Internet ou par l'intermédiaire de grossistes ou de détaillants. S'agissant des ventes sur l'Internet, trois ensembles de lignes directrices ont été établis sur les sujets suivants : les ventes effectuées par des réseaux sociaux; les ventes effectuées par des sites Web; et les ventes effectuées par des plateformes de commerce électronique. Ces lignes directrices contiennent des renvois mutuels pour couvrir par exemple les cas dans lesquels un produit de contrefaçon est annoncé par un groupe sur un réseau social mais vendu par un canal différent, par exemple un site Web particulier, une plateforme de commerce électronique, un magasin physique ou simplement un lieu de réunion.

9. Dans chaque ensemble de lignes directrices, il est proposé d'adopter, aux fins de l'enquête, une démarche qui tienne compte des différents points de départ possibles d'une enquête : une plainte déposée par un titulaire de droits, une plainte déposée par un consommateur, ou une inspection et un contrôle effectués par la police ou les douanes. Les informations dont disposent les enquêteurs pouvant être très différentes selon la manière dont l'enquête a été ouverte, les lignes directrices offrent une souplesse d'utilisation considérable aux enquêteurs en ce qui concerne les chapitres à consulter et l'ordre dans lequel ils doivent être consultés. Ainsi, une enquête peut commencer par l'examen d'un groupe sur un réseau social et s'étendre progressivement en établissant des liens avec d'autres groupes ou des sites Web, en recensant les administrateurs de ce groupe et en étudiant les méthodes de vente, de paiement et de livraison. De même, une enquête ouverte à la suite d'une plainte déposée par un titulaire de droits ou un consommateur pourrait apporter des informations sur des instruments de paiement et des méthodes de livraison d'un produit qui offriraient par la suite une base à toute l'enquête, celle-ci pouvant s'étendre à l'administrateur du site Web sur lequel le produit a été vendu, à un magasin de vente en ligne fonctionnant sur une plateforme de commerce électronique, ou encore à l'administrateur du groupe responsable de l'atteinte délictueuse sur un réseau social.

10. Les organismes chargés de l'application des lois peuvent donc suivre différentes voies au fil de leur enquête. Les lignes directrices sont structurées de manière à orienter les utilisateurs vers les chapitres qui sont pertinents au regard de leur enquête. Un ensemble de liens hypertextes proposés dans le texte renvoient le lecteur aux différents chapitres qu'il aura besoin de consulter. Pour garantir la souplesse et la facilité d'emploi du document, les différents chapitres contiennent eux-mêmes des renvois à d'autres chapitres sous forme de liens qui orientent les enquêteurs vers d'autres étapes de l'enquête susceptibles de leur permettre d'approfondir leur compréhension d'une affaire. Le but est d'encourager le lecteur à mener des enquêtes approfondies, dans la mesure du possible, tout en s'assurant que les lignes directrices restent simples à utiliser.

11. Les lignes directrices proposées à chaque étape de l'enquête comportent notamment des orientations pas à pas sur les différentes mesures que les fonctionnaires chargés de l'application des lois peuvent prendre, sur les résultats qu'ils peuvent ainsi obtenir et sur la

pertinence de ceux-ci au regard de la poursuite de l'enquête ou de l'ouverture de nouvelles pistes. À cet égard, il convient de noter que deux éléments fondamentaux sont apparus au cours des consultations menées avec le groupe d'experts et ont été ajoutés par la suite aux lignes directrices par l'UNICRI. Premièrement, les experts ont établi une distinction entre d'une part les activités et les techniques d'enquête qui pouvaient être employées par la police de manière autonome, et d'autre part celles qui nécessitaient une autorisation des autorités judiciaires. Deuxièmement, les experts ont souligné la nécessité de fournir une brève description de la procédure à suivre pour demander cette autorisation. Ces éléments ont été jugés essentiels pour offrir aux enquêteurs un document de référence aussi complet que possible, notamment en termes de respect des procédures.

B. DOCUMENTS D'INFORMATIONS APPROFONDIES

12. Les lignes directrices sont complétées par un ensemble de documents contenant des informations approfondies dont l'emploi n'est pas exclusivement lié à des ensembles de lignes directrices particuliers; en effet, ils ont été rédigés de manière à proposer des informations transversales concernant des sujets plus généraux. Ces documents contiennent des informations techniques sur différents concepts que les enquêteurs devraient maîtriser pour mieux gérer leur enquête, et dont la connaissance est un prérequis pour pouvoir utiliser les lignes directrices de manière efficace. Ils portent par exemple sur les enquêtes concernant des noms d'utilisateur, des adresses du protocole Internet, la géolocalisation, le protocole WHOIS et l'hébergement, les enquêtes menées via l'Internet, les outils d'enquête sur les réseaux sociaux et les enquêtes sur les cryptomonnaies.

13. Certains documents d'informations approfondies ont plus particulièrement été rédigés pour compléter les deux ensembles de lignes directrices concernant les enquêtes sur les ventes physiques de produits de contrefaçon effectuées par des grossistes ou des détaillants. Ces documents portent notamment sur l'ouverture d'enquêtes par la police judiciaire, les techniques de rassemblement de preuves et le rôle de la saisie de preuves en matière de délits de propriété intellectuelle, ainsi que l'acquisition d'enregistrements téléphoniques et télématiques, la mise sur écoute et la surveillance vidéo.

14. Les lignes directrices contiennent des renvois à ces documents d'informations approfondies, tant au début de chaque ensemble de lignes directrices que dans le corps du texte, le cas échéant.

C. ESSAI ET LANCEMENT DES LIGNES DIRECTRICES

15. Les trois ensembles de lignes directrices concernant les enquêtes sur la vente en ligne de produits de contrefaçon ont été testés pendant trois mois par la police italienne chargée de la Poste et de la cybersécurité. Aucune modification n'a été demandée au terme de la phase d'essai.

16. Le MIMIT a officiellement lancé les lignes directrices le 21 octobre 2025 au cours d'une manifestation consacrée au système d'application des lois régissant la propriété intellectuelle en Italie et au rôle que ces lignes directrices pouvaient jouer pour améliorer les enquêtes pénales concernant les délits en matière de propriété intellectuelle.

III. CONCLUSION

17. La méthode employée dans ce projet reposait essentiellement sur une coopération étroite entre les organismes nationaux chargés de l'application des lois; ces organismes ont été rassemblés au sein du groupe d'experts qui a appuyé le projet pendant toute sa durée, et dont les membres ont été régulièrement consultés par l'UNICRI. Chaque membre du groupe d'experts a été désigné par une autorité compétente en matière d'application des lois au regard

de ses connaissances sur des aspects précis des enquêtes concernant les délits de propriété intellectuelle. Le groupe d'experts a pu couvrir ainsi un large éventail de domaines essentiels de ces enquêtes, depuis les transactions financières jusqu'à la criminalistique numérique et au rassemblement de preuves.

18. Le groupe d'experts a également joué un rôle déterminant en fournissant des informations sur les procédures et les obligations liées à l'emploi de différentes techniques d'enquête, par exemple la demande d'informations auprès d'un fournisseur d'accès à l'Internet ou d'un intermédiaire fonctionnant au sein du système postal.

19. Cette méthode peut être facilement reproduite dans d'autres pays, dès lors que les organismes chargés de l'application des lois concernés sont résolus à coopérer en fournissant les informations demandées ou en validant les éléments que les personnes chargées de mettre en œuvre le projet ont ajouté aux lignes directrices. Toutes les lignes directrices rédigées pour un État membre donné seront nécessairement différentes de celles qui ont été établies pour un autre État membre puisque le format et les principaux sujets choisis par les autorités nationales vont différer, de même que le cadre juridique et procédural concerné. L'expérience acquise grâce au projet mené par le MIMIT permettra à l'UNICRI de s'appuyer sur une base de connaissances solide pour établir des lignes directrices en matière d'enquête à l'intention d'autres pays, en faisant appel à une méthode éprouvée et à un ensemble de concepts bien définis qui peuvent être adaptés à différents cadres législatifs et procéduraux.

[Fin de la contribution]